

Déclaration du 11 mars 2021



Nous nous réunissons une fois encore en visioconférence. Nous regrettons cette situation car ce cadre limite la qualité des échanges que nous aurions pu avoir en présentiel. Nous rappelons que les collègues enseignants doivent intervenir dans des salles remplies d'élèves sans que l'administration n'y trouve à redire. Nous dénonçons une fois encore le « deux poids deux mesures » de la situation actuelle.

En ce qui concerne encore plus précisément les établissements scolaires, nous sommes inquiets et surpris de la gestion des tests salivaires qui commencent à être déployés dans certains départements. Comment un pays comme le nôtre peut-il demander à des enseignants de réaliser des tests salivaires sur les élèves ? Il est temps de mettre de réels moyens en place et de ne pas compenser cette mauvaise gestion par le recours une nouvelle fois aux enseignants. Chaque établissement scolaire va-t-il devenir progressivement un établissement sanitaire avec d'autres missions ? Ce n'est pas sérieux !

D'autre part, des collègues de maternelle et des personnes vulnérables demandent quand ils auront la possibilité d'être vaccinés? Ils sont, comme plusieurs autres métiers, en première ligne et revendiquent à juste titre d'être prioritaires. Aucune information du ministère ni des rectorats ne nous parvient à ce sujet.

Rappelons toutefois que cela doit être le choix des personnels et non une obligation.

Malgré les conditions sanitaires et au mépris des efforts déployés par tous les personnels depuis un an, M.Blanquer continue sa casse du système éducatif. La carte scolaire des 1er et 2nd degré (avec les nombreuses suppressions) ainsi que la réforme du concours montrent clairement que l'intérêt de ce gouvernement n'est pas l'amélioration des conditions de travail mais plutôt une priorité économique. Cette gestion est comptable est irresponsable vis à vis des personnels et des élèves.

Nous avons compris depuis longtemps que le « Quoi qu'il en coûte » n'est pas pour nous.

Pourtant les conditions de travail n'ont jamais été aussi difficiles. Les 216 fiches SST (en regard des 103 fiches de l'année 2019-2020) sont aussi un indicateur qui le prouve.

La gestion des élèves difficiles doit être vue rapidement au niveau départemental en lien avec la sortie du guide sur cette question.

Les représentants des personnels que nous sommes sont souvent le dernier rempart face au désarroi que vivent nos collègues et il serait bon de s'en souvenir face au découragement et au risque d'abandon exprimé régulièrement par nos collègues.

A moins que cela ne soit une nouvelle stratégie pour récupérer encore des postes... ?

Au-delà du contexte actuel, la question du radon nous préoccupe également beaucoup. Le GT réalisé sur la problématique du Lycée Brizeux doit avoir un aboutissement. Les derniers propos tenus en CHSCT laissent planer un doute pour nous à ce niveau. Nous revendiquons un suivi pour tous les collègues qui ont été exposés à des taux et des temps importants, ceux-ci étant convertis en millisiverts pour tous les personnels du Lycée. Nous avons déjà perdu trop de temps. Il faut également généraliser cette démarche d'investigation à tous les établissements concernés par le radon.